Document generated on 07/17/2025 9:50 a.m.

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

Les enfants de Hiroshima : société japonaise et mouvement pour le désarmement au Japon
The Children of Hiroshima: the disarmament movement in Japan
Los niños de Hiroshima: la sociedad japonesa y el movimiento para el desarme en el Japón

Clare Fawcett

Number 12 (52), Fall 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1034577ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1034577ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)
2369-6400 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Fawcett, C. (1984). Les enfants de Hiroshima : société japonaise et mouvement pour le désarmement au Japon. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 193–200. https://doi.org/10.7202/1034577ar

Article abstract

Japan—the only country which has experienced the reality of nuclear warfare—has been in the forefront of the struggle for disarmament. At the same time however, Japan has a long tradition of oppressive militarism and authoritarian social control. This article examines the possibilities for the peace and disarmament movement to radically change political power in Japanese society. The effect of a hierarchical "managerial" society on the organization of the disarmament movement is also looked at here.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1984

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Les enfants de Hiroshima : société japonaise et mouvement pour le désarmement au Japon

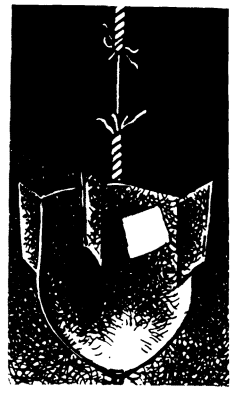
C. Fawcett

Les Japonais ont joué un rôle dans le mouvement mondial pour la paix et le désarmement. Le Japon, à cause de l'héritage tragique d'Hiroshima et de Nagasaki, symboles convaincants de la destruction atomique, a été un foyer d'attention du mouvement pour le désarmement nucléaire durant les quatre dernières décennies. De plus, le Japon est connu pour s'être doté d'une constitution renonçant officiellement à la force comme moyen de résoudre les conflits internationaux.

Cependant, il existe une autre face de cette nation de plus en plus puissante et influente. Le Japon a une longue histoire militaire. Diverses traditions religieuses et philosophiques, bouddhisme, shintoïsme, néo-confucianisme et code du Bushido ou « voie du guerrier » ; ont contribué à la formation de concepts élémentaires d'organisation sociale et de résolution de conflits à la période formative Tokugawa (1603-1868) —, et le militarisme et une forme de contrôle social autoritaire sont devenus des éléments importants de la vie politique, économique, sociale et culturelle du Japon pendant des siècles. De 1930 à 1945 le Japon se présenta sur la scène mondiale comme un État impérialiste et militariste, mais depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'adoption de la constitution de 1947, le militarisme a cessé d'être un aspect évident et explicite de la culture japonaise. La remilitarisation du Japon, qui fut ouvertement appelé un « porte-avion incoulable » par le premier ministre, Yasuhiro Nakasone [1], a été graduelle et discrète. Elle a aussi été effective dans la transformation politique, sociale, économique et culturelle de la société japonaise.

Vu cette situation, quel est le rôle du mouvement pour la paix et le désarmement au Japon ? A-t-il, en lui-même ou en conjonction avec d'autres mouvements de citoyens, le potentiel d'initier ou de faciliter un changement social fondamental et progressif par une redéfinition des rapports de pouvoir entre individus et groupes ? Au contraire la quête pour la paix au Japon demeure-t-elle un projet idéaliste ? Les groupes d'activistes récréent-ils la structure hiérarchique et patriarcale commune aux autres groupes de la société japonaise ? Existe-t-il, dans le mouvement pour la paix, une tentative de redéfinir les rôles sociaux et de réorganiser les rapports de pouvoir sur des lignes horizontales plutôt que verticales ? Ce bref article ne peut qu'à peine com-

mencer à répondre à ces questions complexes. Néanmoins, ma discussion sur le développement du mouvement pour la paix et le désarmement au Japon, et ma présentation de l'articulation entre les mouvements de citoyens et le mouvement pour la paix, permettront, j'espère, une meilleure compréhension de la situation et un questionnement quant à un possible changement social radical dans le Japon aujourd'hui.



UNSSOD I et UNSSOD II

La réunion d'UNSSOD I (United Nations Special Session on Disarmament I) en 1978, fut un point tournant pour le mouvement antinucléaire japonais. Cinq cent deux représentants d'associations de citoyens, de syndicats de travailleurs, d'organisations d'*hibakusha* et d'autres groupes antinucléaires se rendirent jusqu'à New York à titre de ONG (organisations non gouvernementales) et demandèrent une réduction immédiate des armes nucléaires [2]. Durant les années qui suivirent, la question de la course mondiale aux armements nucléaires se posa au Japon. Des groupes antinucléaires surgirent à un rythme tel qu'en 1981, 27 organisations réussirent à se regrouper et à tenter de conscientiser le grand public aux réunions d'UNSSOD II devant se tenir en juin et juillet 1982. Le premier groupe formé fut le LCPNM (Liaison Committee to Promote a National Movement Demanding of the Second Special Session of the United Nation's General Assembly on Disarmament the Complete Elimination of Nuclear Weapons and Disarmament). Cette organisation parapluie comprenait, d'une part, le PSJ (Parti socialiste japonais) et le Gensuikin et, d'autre part, le PCJ (Parti communiste japonais) et le Gensuikyo, les deux factions rivales ayant été unifiées au travers du Sohyo et autres groupes de citoyens et d'intérêts particuliers non affiliés. Le but du LCPNM était de recueillir des signatures à l'appui des quatre mesures présentées aux délégués d'UNSSOD II à New York par 1 200 représentants. Ces mesures étaient :

1. Faire connaître les terribles effets et la souffrance causés par les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki et par les essais nucléaires ;

2. Adopter immédiatement une convention internationale interdisant l'utilisation d'armes nucléaires, considérée comme crime contre l'humanité ;

3. Élargir les zones antinucléaires dans plusieurs régions du monde où la production, la possession, l'introduction ou l'utilisation d'armes nucléaires seraient totalement interdites ;

4. Esquisser un traité pour le désarmement devant être exécuté dans un délai limité et selon lequel les mesures en vue d'un désarmement nucléaire auraient priorité.

Trente millions de Japonais ont signé une pétition appuyant ces demandes [3], mais ensuite le factionalisme se développa au sein du LCPNM. En février 1982, les groupes conservateurs (Domei, Komeito, New Liberal Club, United Social Democratic Party) se dissocièrent du LCPNM, affirmant que la neutralité désarmée était une position anti-américaine. Ces groupes dissidents formèrent un comité appelé : Liaison Committee to Advance Nuclear Disarmament at UNSSOD II, qui recueillit aussi des signatures (16 millions jusqu'en mai 1982) [4]. Leur but était de promouvoir l'abolition des armes nucléaires et des mesures de désarmement.

Au nombre des autres groupes qui se sont impliqués dans le mouvement antinucléaire, on retrouve des organisations religieuses telles que l'Union des nouvelles organisations religieuses, la Conférence des évêques catholiques, les sectes bouddhistes de Nishihongangi et Nipponzan Myohsji (affiliées au Gensuikyo), ainsi que des associations de physiciens, de scientifiques et d'auteurs. Ces derniers, en 1982, ont émis un appel, « Writer's Appeal Against the Danger of Nuclear War », document endossé par 530 des plus importants auteurs japonais. Le grand public appuie aussi le désarmement dans des cercles politiques locaux. À la fin de 1982, 840 assemblées locales avaient passé des résolutions favorisant l'abolition des armes nucléaires.

Le Japon après UNSSOD II

Depuis plusieurs années, un mouvement pour la paix et le désar-

mement fait entendre sa voix, non seulement au Japon, mais à travers le monde entier. Peu de ceux qui ont participé au ralliement de New York le 12 juin 1982 oublieront l'enthousiasme, les drapeaux flottants et les macarons agités des délégations japonaises qui, en dépit d'avoir vu leur nombre réduit par les services d'immigration américains, présentèrent aux délégués d'UNSSOD II des pétitions signées par plus de 80 millions de Japonais. Et ceux qui ont rencontré les moines et nonnes de l'ordre bouddhiste, Nipponzan Myohoji, dans leur « Marche pour la paix » à travers l'Amérique du Nord et l'Europe, n'oublieront pas la détermination de ces hommes et femmes qui, vêtus de longues robes de couleur jaune safran, ont littéralement parcouru le globe pour la cause de la paix. Chez eux, au Japon, ces activistes jouissent d'un immense soutien. Lors d'un sondage publié le 12 avril 1982 dans l'*Asahi Shimbun*, un quotidien à distribution nationale, 76 % des répondants ont dit appuyer le mouvement de citoyens pour l'abolition des armes nucléaires, tandis que seulement 15 % refusaient cet appui [5]. En dépit de cet appui massif du grand public à la cause du désarmement, le militarisme japonais ne cesse de croître.

L'opinion publique japonaise influence-t-elle le gouvernement dans l'établissement de ses lignes de conduite ? Certains disent que oui, signalant que la constitution japonaise n'a pas encore été amendée. Le Japon, du moins officiellement, adhère aux trois principes non nucléaires établis par le gouvernement en 1968 qui interdisent production, possession et introduction d'armes nucléaires. Il a aussi recommandé que l'Assemblée générale de l'ONU rehausse les fonctions de désarmement des Nations Unies.

D'autres soulignent que :

> [...] si 80 % des Japonais s'opposent à toute implication militaire et que 50 % s'opposent aux lignes de conduite stratégiques et militaires des États-Unis en Extrême-Orient, aucune voie formelle ou informelle de communication sur les questions de politique étrangère n'existe entre l'opinion publique et le gouvernement des conservateurs (LDP) [6].

Des oppositions apparaissent à propos du passage d'avions et de navires américains chargés d'armes nucléaires dans les espaces aériens et les eaux territoriales japonais. L'opinion publique demeure une force négative et contraignante plutôt qu'une force positive et créatrice dans la formation d'une politique nationale. Ultimement, les décisions portant sur les lignes de conduite militaires et nucléaires sont prises par l'élite du monde des affaires, la bureaucratie et le LDP. L'option politique allant à l'encontre de l'opinion publique continue d'être importante et influente. Elle est, cependant, secrète, discutée à huis clos et appliquée discrètement, de sorte à ne pas antagoniser les activistes pour la paix.

Il est connu de tous que des armes nucléaires se trouvent à bord de navires et d'avions américains au Japon. Ces informations sont habituellement obtenues grâce à des déclarations indiscrètes de politiciens américains, tel l'ex-ambassadeur américain au Japon, Edwin Reischauer, en 1981 [7] et l'ex-président Jimmy Carter, en 1983 [8].

Le retour récent du mouvement japonais pour la paix et le désarmement a été alimenté par une soudaine prise de conscience des dangers de la montée en spirale de la course aux armements, de la détérioration du système économique mondial, des différences de plus en plus grandes entre les niveaux de vie du Nord et du Sud et aussi par l'exemple du mouvement européen pour la paix des années 80 [9].

En plus, le mouvement grandissant en faveur de la paix a, contrairement aux mouvements européens et nord-américains, de solides racines et une forte base pour se construire. Les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki ont laissé de graves et profondes cicatrices physiques et psychologiques chez des centaines de milliers d'*hibakusha* qui ont survécu à la tragédie.

> À la fin de 1945, 210 000 personnes avaient perdu la vie, à la suite des explosions atomiques et 370 000 survivants étaient gravement blessés. Les *hibakusha* souffrent encore d'un taux élevé de leucémie, cancer, tumeurs, anémie, dégénérescence sanguine, cicatrisation kéloïde, goîtres, cataractes, « symptômes de faiblesse de bombe atomique » et mort subite par infection. Les enfants nés de mères *hibakusha* ont un taux plus élevé de leucémie, d'anémie, de retardement mental et de fragilité osseuse [10].

Ces gens n'ont pas oublié les horreurs d'une mort nucléaire. Aujourd'hui, tout en vivant une vie « post-nucléaire » porteuse d'anxiété, de souffrances et de craintes de maladies pour eux-mêmes et leurs enfants, ils pensent être leur devoir d'avertir le monde des conséquences horribles et inimaginables d'une guerre nucléaire.

Aujourd'hui, le mouvement japonais pour la paix et le désarmement est à la croisée des chemins. Jamais dans le passé, il n'a joui d'un tel appui massif de la part du grand public. La campagne de signatures d'UNSSOD II n'a pas seulement réussi à sensibiliser des gens de tous les segments de la société japonaise à la question du désarmement, mais elle a aussi doté cette société de moyens d'exprimer son inquiétude au sujet de la prolifération des armes nucléaires. Que des millions de personnes aient signé la pétition et que des milliers continuent à assister aux ralliements antinucléaires démontrent à quel point la population se sent concernée. En dépit de cela, la remilitarisation du Japon continue. Le complexe militaro-industriel se renforce de jour en jour ; le budget pour la défense a récemment été augmenté ; et l'idéo-

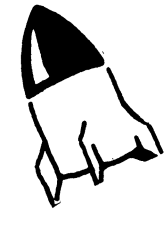
logie militariste est, une fois de plus, en voie de devenir une partie de la culture japonaise. Un factionalisme au sein des partis politiques de l'opposition, doublé d'un souci général au sujet de la crise économique, a alimenté un climat conservateur à travers le pays. Ceci se reflète dans l'appui croissant porté au LDP, tandis que les partis communistes et socialistes perdent sans cesse l'appui de l'électorat.

Les activistes pour la paix au Japon doivent maintenant décider de la forme et de la direction que doit prendre le mouvement pour le désarmement. UNSSOD II n'était qu'un début, un point de ralliement, une occasion d'attirer l'attention de nombreux individus, organisés en une multitude de groupes et d'alliances plus ou moins formels et aux statuts officiels variés. La coopération entre partis politiques, groupes religieux, syndicats et mouvements de citoyens était visible, rares étaient les désaccords à propos de stratégie et d'idéologie, situation unique dans l'histoire du mouvement pour la paix japonais. Ce mouvement a été traditionnellement associé à des mouvements de citoyens tels que Beiheiren durant les années de guerre au Viêt-nam ou avec des partis politiques (JSP et JCP), des syndicats et au Zengakuren durant les débats du *Security Pact* du début des années 60.

Depuis UNSSOD II, cette unité a été brisée. Des différences idéologiques séparent les trois plus grandes organisations — Gensuikyo, Gensuikin et Kakkin (Kakkin Kaigi, ou le Conseil national pour la paix et contre les armes nucléaires, est l'organisation formée par les DSP, LDP et Domei après une scission au sein du Gensuikyo en 1961) [11]. Les affiliations politiques et le puissant support syndical de chaque groupe assurent d'une participation respectable à chacune de leurs activités importantes. Cette implication est avant tout le résultat des demandes adressées par les plus importants chefs syndicaux, partis politiques ou groupes d'intérêts particuliers (y compris ceux des jeunes, des femmes et des groupes religieux), à leurs membres de participer à ces activités. La faiblesse d'un tel mouvement est immédiatement apparente. Les membres suivent les leaders ; il est possible qu'une décision prise par un petit groupe réduit de dirigeants de partis ou syndicats importants réduise l'appui visible des activités pour la paix. De plus, cette organisation rigide décourage la participation d'individus non affiliés. Plusieurs Japonais ne veulent pas être vus comme trop « politiques », c'est-à-dire liés à une position ou à une doctrine ; ils ne veulent pas non plus être dirigés ou organisés, comme ils le sont dans de nombreux aspects de leur travail et de leur vie sociale.

Le mouvement japonais pour la paix et le désarmement n'est pas complètement privé de mouvements locaux spontanés. Ce fut un groupe de ménagères qui, en 1954, après l'incident *Lucky Dragon*, initia une pétition antinucléaire annonçant le mouvement populaire qui devait ensuite aboutir en la formaton du Gensuikyo [12]. De plus, les activités pour la paix à UNSSOD II ont été caractérisées par une prolifération de petits groupes de citoyens, chacun s'intéressant à une question particulière du problème nucléaire. Malheureusement, ces groupes tendent à être tellement spécialisés qu'ils demeurent souvent peu connus, à moins que, comme le Groupe de citoyens Yokosuka (organisation formée en 1972 pour contester la présence de la base navale américaine de Yokosuka), ils s'impliquent dans une question particulièrement importante ou d'actualité. Le groupe Yokosuka a lancé la contestation des projets de déploiement de missiles de croisière américains *Tomahawk* sur les sous-marins d'attaque et sur les bâtiments de surface qui accostent dans les ports japonais.

Cette question est maintenant devenue un des thèmes centraux du mouvement général et sera intégrée comme composante importante dans les activités du Gensuikyo au cours de 1984 [13]. Les militants pour le désarmement espèrent que la question des missiles *Tomahawk* apportera au mouvement un thème capable de mettre fin aux prétentions des officiels soutenant qu'aucune arme nucléaire n'est déployée sur des vaisseaux américains accostés au Japon. Ils espèrent montrer au peuple japonais que la question des armes nucléaires ne peut être limitée à Hiroshima et Nagasaki, et qu'elle n'est pas, non plus, confinée à l'Europe et à l'Amérique du Nord [14]. En plus de cette nouvelle orientation, les activistes pour la paix au Japon maintiennent d'autres activités fondamentales. Ils s'assurent que les *hibakusha* reçoivent une aide et des soins médicaux adéquats et, par une éducation sur la paix, enseignent au peuple japonais et aux peuples du monde entier la réalité d'une guerre nucléaire.



La paix, le désarmement et les mouvements de citoyens

Les forces et faiblesses des mouvements de citoyens et l'étendue de l'influence publique qu'ils exercent sur les politiques du gouvernement japonais ont été discutées par de nombreux auteurs. Yoshikazu Sakamoto, professeur de politique internationale à l'université de Tokyo et leader théorique du mouvement antinucléaire japonais, croit que le mouvement pour le désarmement a avantage à demeurer à un niveau local. Il avance que si l'une des sources de la course aux armements est l'influence exercée sur le gouvernement par des forces politiques internes, il est impératif que le peuple japonais se mobilise pour faire contrepoids aux groupes d'intérêts particuliers, nationaux et internationaux, favorables à la multiplication d'armes. Cela peut être mené à bien par des groupes de citoyens agissant au niveau local, résolvant des problèmes nationaux et régionaux et établissant des liens avec d'autres ONG à l'étranger [15]. Ainsi, les citoyens seront capables d'utiliser leur influence politique à la base pour forcer leur gouvernement à chercher des solutions à la course aux armements. Sakamoto croit que le succès de ces mouvements dépend de leur « transnationalité ».

Une communauté non nucléaire des nations, croit-il,

> [...] pourrait jouer un rôle politique qui ne la confinerait pas aux États dans un contexte régional et territorial. Cette communauté comprendrait des mouvements de citoyens et des mouvements antinucléaires transnationaux... La force motrice de la dénucléarisation est contenue dans les mouvements de citoyens antinucléaires qui transcendent les frontières nationales. Le mouvement des citoyens est une force même aux États-Unis et en URSS [16].
>
> (Sakamoto, 1983, p. 117)

Sakamoto favorise l'institution de zones non nucléaires régionales, un gel du déploiement des missiles nucléaires et des négociations sur la réduction des armes comme objectifs vers lesquels peuvent s'acheminer les mouvements de citoyens [17].

Une autre question qui fait surface dans les discussions sur l'orientation future du mouvement est celle du style organisationnel. Nobuya Bamba (professeur à l'université d'Osaka, spécialiste de l'histoire diplomatique et intellectuelle du Japon) favorise un vaste mouvement unifié et centralisé comme moyen idéal d'arriver au désarmement. Contrairement à d'autres activistes qui mentionnent la montée de l'intérêt sur la question du désarmement depuis cinq ans, Bamba est pessimiste. Il note le climat conservateur, le nationalisme et le militarisme qui ont commencé à dominer la société japonaise durant la dernière moitié des années 70 et explique que cette attitude est le résultat d'une société d'affluence rendant les étudiants et travailleurs complaisants, et une réaction au pacifisme des années 60 qui n'était, en réalité, qu'un nationalisme japonais déguisé en anti-américanisme (spécifiquement, les questions du pacte de sécurité États-Unis-Japon et la guerre du Viê-tnam). Il croit que le mouvement pour la paix et le désarmement d'aujourd'hui est fragmenté et divisé en un trop grand nombre de groupes locaux. Pour être efficaces et changer les politiques gouvernementales, ces organisations, dit-il, devront être unifiées [18]. Le professeur Michitoshi Takabatake de l'université de Rikkyo (science politique), au contraire, avance qu'un véritable mouvement de citoyens est une campagne politique menée par des gens dont les rôles quotidiens sont non politiques [19]. Les individus impliqués dans ces mouvements sont des non-professionnels et des individus qui

> [...]mettent en cause le système établi en son entier... et, si leur lutte est menée à sa conclusion logique... risquent de détruire leurs propres manières de vivre...[Ces gens]... visent quelque chose de bien plus profond que la préservation de la vie quotidienne à l'intérieur du système actuel [20].

Takabatake croit que plusieurs mouvements de citoyens qui étaient actifs dans les années 60, furent gênés par les influences manipulatrices de forces politiques externes. Par exemple, le Conseil populaire pour prévenir la révision du pacte de sécurité, une coalition de groupes de citoyens menée par le JCP, le JSP et le Zengakuren, se démembra à cause de conflits internes portant sur l'organisation et l'idéologie. Takabatake argumente que le Conseil populaire était une organisation sectaire, manquant d'initiative individuelle et d'indépendance, dirigée par des personnes incapables de transcender des distinctions de classe artificielles. Finalement, le Conseil populaire s'est révélé incapable d'initier aucun changement social fondamental. Plutôt il renforça l'ordre établi. En contraste, Beiheiren et le mouvement étudiant des années 70 étaient de véritables mouvements de citoyens. Ces groupes étaient formés de radicaux non sectaires qui valorisaient les émotions plus que toute théorie politique abstraite et qui attaquaient à la fois la démocratie parlementaire paternaliste qui domine le Japon et la forme staliniste du centralisme démocratique. Ultimement, le but des mouvements de citoyens est de développer une spontanéité organisée ou un esprit quasi communal de coopération et d'autogestion [21]. Takabatake conclut en attaquant la notion que les mouvements de citoyens ne font qu'agiter des bannières et crier des slogans politiques lors de manifestations, et met l'accent, plutôt, sur leur rôle dans la restructuration de la société à un niveau local.

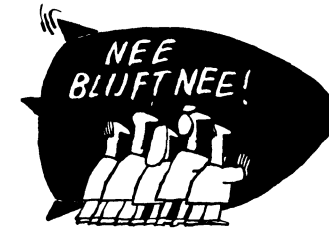
Bradford Simcock, un savant qui a étudié le dévelopement des contestations de la pollution au Japon, et Keiichi Matsushita, un professeur de science politique de l'université

d'Hosei, sont d'accord. Pour eux les mouvements de citoyens des années 60 et 70 mettaient au défi la culture politique établie du Japon. Pour Matsushita, dans une discussion générale sur la participation des citoyens qui s'occupent de questions de guerre, d'armes nucléaires ou de pollution environnementale, ceux-ci mettent en question le système politique traditionnel du Japon. Dans ce système, les décisions politiques sont prises au niveau national ou, moins souvent, au niveau local par des politiciens ou des bureaucrates. Aucune politique n'est décidée par des citoyens à titre individuel. Les mouvements de citoyens, en contraste, soulignent la responsabilité du peuple dans la définition de l'intérêt public. Matsushita croit que, même si la structure politique traditionnelle du Japon demeure intacte, les mouvements de citoyens ont eu un certain effet sur le processus politique du Japon contemporain. Ils ont, au moins, mis en question le *statu-quo*, même s'ils ne l'ont pas changé [22].

Dans son analyse portant sur les mouvements de citoyens et les manifestations antipollution au Japon durant les années 70, Simcock argumente que ces mouvements étaient de toute première importance car ils ont été capables d'utiliser l'avis d'experts et organisateurs politiques professionnels, et ce, sans s'enliser dans des questions idéologiques. Conséquemment, les citoyens n'ont pas été « avalés » et absorbés par les partis politiques de la gauche traditionnelle. Ils ont ainsi contribué à transformer la perception idéologique de certains groupes non impliqués mais sympathiques aux questions soulevées. En a résulté le développement d'un radicalisme populiste au sein de la gauche normalement doctrinaire [23].

Les mouvements de citoyens, donc, sont théoriquement capables et, dans le cas des mouvements environnementaux, ont effectivement été capables, de changer la structure du pouvoir et des prises de décisions dans la société japonaise. En plus, au Japon, il existe une conscience de base élargie quant aux questions de désarmement. La majorité des Japonais appuient les buts du mouvement, au point de signer des pétitions demandant qu'une action immédiate soit entreprise au niveau international. De plus, un effort considérable est fourni par des institutions gouvernementales et privées des villes d'Hiroshima et de Nagasaki qui publicisent les effets physiques, psychologiques et sociaux d'une guerre nucléaire, et promeuvent une éducation sur la paix [24]. Cependant, le mouvement dans son ensemble est sous la direction de bureaucrates gouvernementaux, de chefs de partis politiques, de syndicats et d'autres groupes organisés de manière centralisée tels que le groupe religieux Soka Gakkai (affilié au parti Komeito), ou des groupes nationaux de femmes et de jeunes. L'organisation à l'intérieur de petits groupes locaux tend à être hiérarchique, pouvoir et influence étant fondés sur l'ancienneté de l'implication de chaque individu, sur l'âge et, parfois, sur le sexe. Ces groupes tendent à être attirés par les plus grandes organisations, soit parce qu'initialement ils ont été organisés et parrainés par une organisation centrale, soit parce qu'ils réalisent qu'une affiliation à un tel groupe leur donnerait relativement plus de force.

Il en résulte un mouvement pour la paix et le désarmement composé de groupes structurés verticalement qui travaillent souvent séparément pour atteindre les mêmes buts. Les décisions politiques sont prises au sommet par les membres du groupe les plus âgés, expérimentés et mieux établis. Les membres à la base contribuent peu aux prises de décision politique, et il existe peu de discussion concernant les buts et les objectifs à la base. Ce type d'organisation n'est pas sans rappeler celui que l'on trouve dans les bureaucraties commerciales et gouvernementales. Il reflète et reproduit l'image d'une société « managérielle ». Ce style organisationnel, changera-t-il ? C'est là une question que les membres des mouvements de citoyens japonais continuent de se poser. Tous admettent que les luttes idéologiques internes ne font qu'affaiblir le mouvement. L'unité est essentielle. Mais, pour la plupart des organisateurs, l'idéal est une coalition de groupes unifiés comprenant des grands partis politiques, des syndicats et des petits groupes locaux formés spontanément. La notion d'une structure de pouvoir radicalement décentralisée, avec des prises de décision au niveau des citoyens, demeure étrangère dans une société dotée d'une forte tradition historique de groupes centralisés et hiérarchisées.



Une possibilité de paix : le Japon et le monde

Ultimement la question que doivent se poser les activistes pour la paix du Japon, et même du monde entier, est la suivante : à quel point les mouvements pour la paix sont-ils efficaces ? Est-il préférable de tenter de réformer le système établi légalement et de l'intérieur ou est-il préférable de monter une révolution qui restructure à la base les institutions sociales et économiques ? Est-il préférable de travailler au niveau de l'individu et du petit groupe afin de redéfinir les rapports de pouvoir et de changer les modes d'intégration des individus (hommes, femmes, adultes, enfants, membres de différents groupes ethniques ou classes sociales) ou devons-nous accepter la nature inégalitaire de la société humaine et changer les attitudes envers le désarmement de ceux qui détiennent le pouvoir ? Quelles méthodes devons-nous utiliser : révolte fiscale, manifestations de masse, désobéissance civile, lettres aux médias et aux dirigeants politiques, pression des ONG et de l'ONU, établissement de zones non nucléaires (même s'il ne s'agit que d'un geste symbolique dans un village ou une ville) ? Devons-nous travailler au niveau local ou devons-nous nous rassembler sous le leadership des partis politiques et des groupes de pression établis ?

Le mouvement pour la paix et le désarmement japonais jouit d'une avance sur ceux de l'Amérique du Nord et de l'Europe ; il a une longue histoire commençant avec les expériences d'Hiroshima et de Nagasaki, et il continue de bénéficier grandement de l'appui et de l'approbation du grand public. Toutefois, les traditions ne disparaissent pas facilement et pendant des siècles, le Japon a été une société dans laquelle les groupes familiaux, communautaires et nationaux furent organisés hiérarchiquement. Il reste à savoir si les mouvements de citoyens seront capables de rompre ce modèle social. C'est un fait qu'il existe dans l'oeuvre de quelques activistes et théoriciens japonais, la prise de conscience qu'un système politique moins centralisé offrirait aux individus une meilleure occasion de participer aux décisions politiques qui affectent leurs vies présentes et à venir. Cependant, cette prise de conscience est largement théorique ; elle est rarement mise en pratique. Les intérêts particuliers du mouvement japonais pour la paix et le désarmement continuent d'être l'éducation pour la paix, c'est-à-dire informer les jeunes Japonais et le monde entier de la réalité d'une guerre nucléaire, porter assistance aux *hibakusha* et lutter contre le militarisme des gouvernements qui pourrait par exemple accepter des armes nucléaires américaines sur le territoire national ou un changement de la constitution.

Seul l'avenir saura dire si les membres ou les dirigeants du mouvement japonais pour la paix et le désarmement pourront, ou même voudront s'efforcer de créer un nouvel ordre social qui redéfinirait la vie personnelle, communautaire, nationale et internationale.

Clare Fawcett
Traduit de l'anglais
par Denis Favreau

Clare Fawcett est candidate au doctorat d'anthropologie et d'archéologie japonaise à l'université McGill de Montréal. Cet article se base sur des recherches qu'elle effectue actuellement au Japon. L'auteure s'exprime ici à titre personnel mais souhaite souligner l'aide des personnes suivantes : M. Ubuki de l'Institut de recherche de médecine nucléaire et de biologie ; le professeur Kitanishi de la Faculté de droit de l'université de Hiroshima ; le professeur Jinzaki de la Faculté de lettres de l'université de Hiroshima ; le professeur Fujiwara du Département de physiques de l'université de Hiroshima ; M. Miyabe du Centre pour une culture de paix d'Hiroshima et M. Kato du Gensuikyo, section de Tokyo.

NOTES

[1] Japan Quarterly, Chronology, *Japan Quarterly*, vol. 30, n° 2, 1983, p. 222.

[2] J. Bruin et S. Salaff, « Never Again !, Women Hibakusha in Osaka », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, vol. 12, n° 4, 1980, p. 22.

[3] LCPNM(SSDII Japanese National Liaison Committee for Nuclear and General Disarmament), *Request Presented to the Second Special Session of the United Nations General Assembly Devoted to Disarmament*, document non publié, 1982, p. 6-7.

[4] Éditorial, « Fighting for Peace », *Japan Echo*, vol. 9, n° 3, 1982, p. 14.

[5] *Ibid.*, p. 15.

[6] M. Wionczek, « Power Plays in Asia », *The Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 39, n° 3, 1983, p. 13.

[7] S. Kugai, « The Nuclear Umbrella in East Asia », dans E.P. Thompson *et al.*, *Exterminism and Cold War*, Verso Editions and NLB, Londres, 1982, p. 196-197.

[8] Japan Quarterly, Chronology, *Japan Quarterly*, vol. 30, n° 3, 1983, p. 340.

[9] « Disarmament Movement on the Upsurge », *Japan Quarterly*, vol. 29, n° 3, 1982, p. 289-290.

[10] J. Bruin et S. Salaff, p. 20.

[11] S. Vogel, « Will Unity Elude Japan's Anti-Nuke Movements ? », *The Japan Times*, 29 fév., 1984, p. 11.

[12] *Ibid.*

[13] Gensuikyo, *Dai Gonikai Zenkoku Rifikai Ketteisho Ko* (Le rapport écrit de la cinquième réunion des directeurs nationaux), document non publié, Tokyo, 1984, p. 13.

[14] S. Vogel, p. 11.

[15] Y. Sakamoto, « Mobilizing Citizens Against the Arms Race », *Japan Echo*, vol. 9, n° 3, 1982, p. 32.

[16] Y. Sakamoto, Keynote Speech, « Proceedings of the Asahi International Symposium : In Quest of Nuclear Disarmament », *Asahi Evening News*, Tokyo, 1983, p. 117.

[17] Y. Sakamoto, « New Dimensions of Disarmament Processes », *Japan Quarterly*, vol. 29, n° 2, 1982, p. 170.

[18] N. Bamba, p. 40.

[19] M. Takabatake, « Citizens Movements : Organizing the Spontaneous », *Japan Interpreter*, vol. 9, n° 3, 1975, p. 316.

[20] *Ibid*, p. 319.

[21] *Ibid*, p. 323.

[22] K. Matsushita, « Citizen Participation in Historical Perspective », dans J.V. Koschmann, *Authority and the Individual in Japan : Citizen Protest in Historical Perspective*, University of Tokyo Press, Tokyo, 1978, p. 171-188.

[23] B. Simcock, « Developmental Aspects of Antipollution Protest in Japan », dans L. Hriesberg, *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Vol. 2, JAI Press Inc., Greenwich Conn., 1979, p. 102.

[24] Y. Kosakai, *Hiroshima Peace Reader*, Second Edition, Hiroshima Peace Culture Foundation, Hiroshima, 1983.